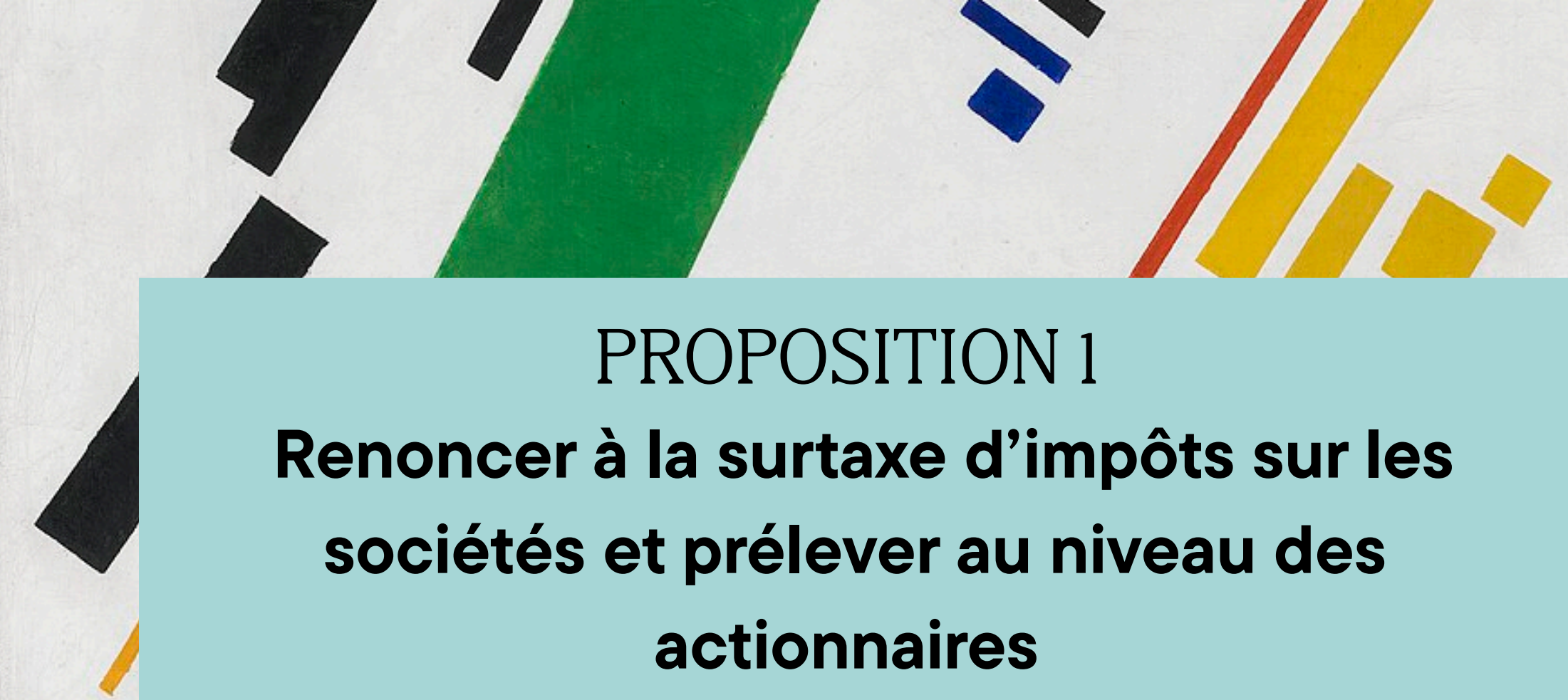
LES PROPOSITIONS **de François Ecalle**





PROPOSITION 1

Renoncer à la surtaxe d'impôts sur les sociétés et prélever au niveau des actionnaires

La contribution « exceptionnelle » sur les bénéfices des grandes entreprises est une mauvaise réponse à un vrai besoin de recettes : si l'on veut prélever davantage sur le capital, mieux vaut le faire au niveau des actionnaires résidents qu'à celui de la société.

Stabiliser le taux d'impôt sur les sociétés autour de 25 % : avec la majoration, la France affiche l'un des taux les plus élevés parmi les pays suivis par l'OCDE, très au-dessus du taux moyen. C'est un signal fiscal très visible, adressé précisément aux entreprises qui sont les acteurs les plus mobiles.

PROPOSITION 1

Une surtaxe n’est neutre que si elle est réellement exceptionnelle. Reconduite d’année en année, elle finit par modifier les comportements : localisation des activités, mais aussi recours aux prix de transfert pour déplacer les bénéfices vers des juridictions plus clémentes.

Privilégier l’imposition des revenus du capital des personnes physiques (dividendes, plus-values, prélèvement forfaitaire unique) : environ la moitié des actionnaires des grandes entreprises françaises sont non-résidents, et la France n’a pas vocation à opérer une redistribution à la place d’États étrangers. Les résidents, eux, sont imposés sur leurs revenus mondiaux, quel que soit le lieu de leurs placements.

Entre une hausse de l’IS et une hausse du prélèvement forfaitaire unique, la seconde est préférable, à condition de rester mesurée, pour ne pas alimenter l’expatriation fiscale.

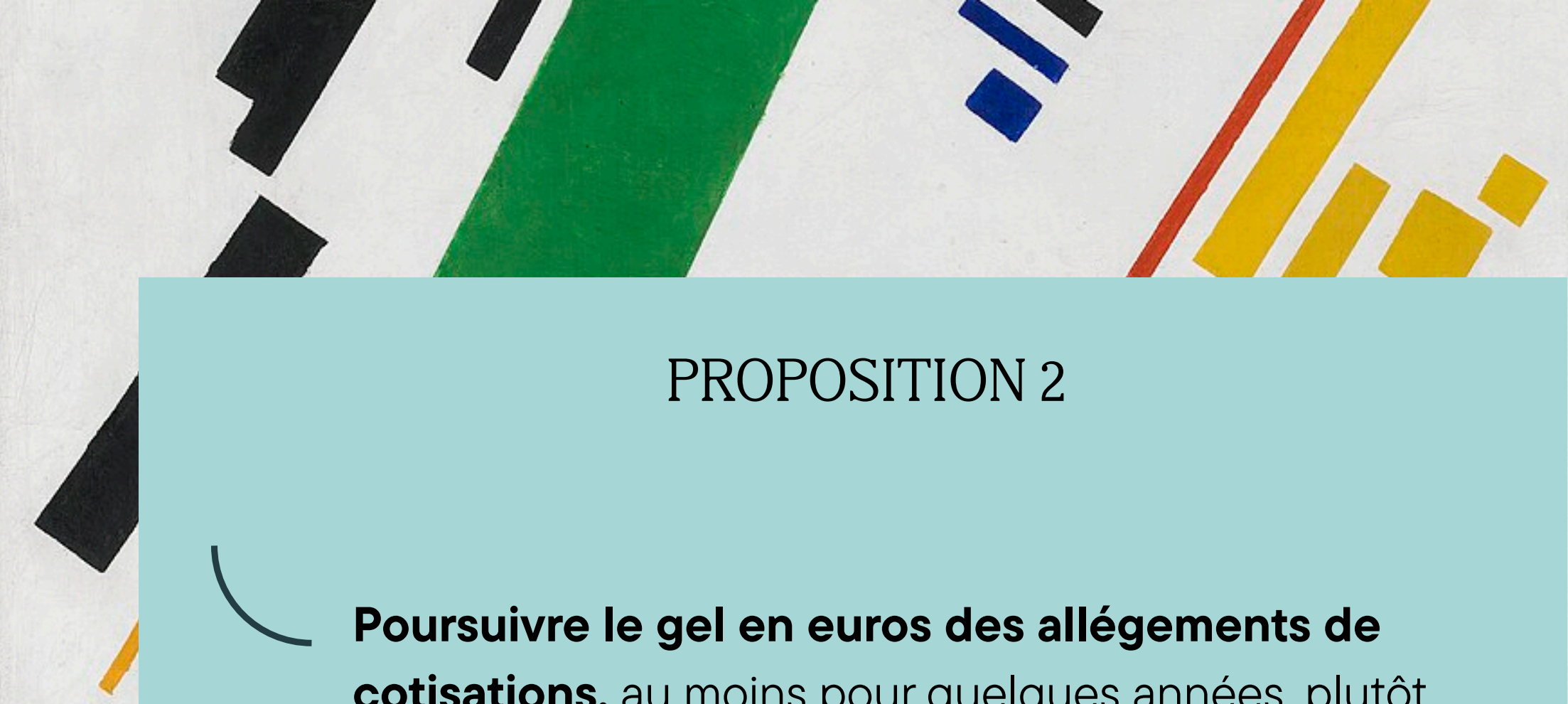


PROPOSITION 2

Faire contribuer les entreprises par un recentrage ciblé des aides

Les entreprises ne peuvent pas être exonérées de l'effort budgétaire à venir, mais l'ajustement doit passer par un recentrage dispositif par dispositif plutôt que par un alourdissement des prélèvements.

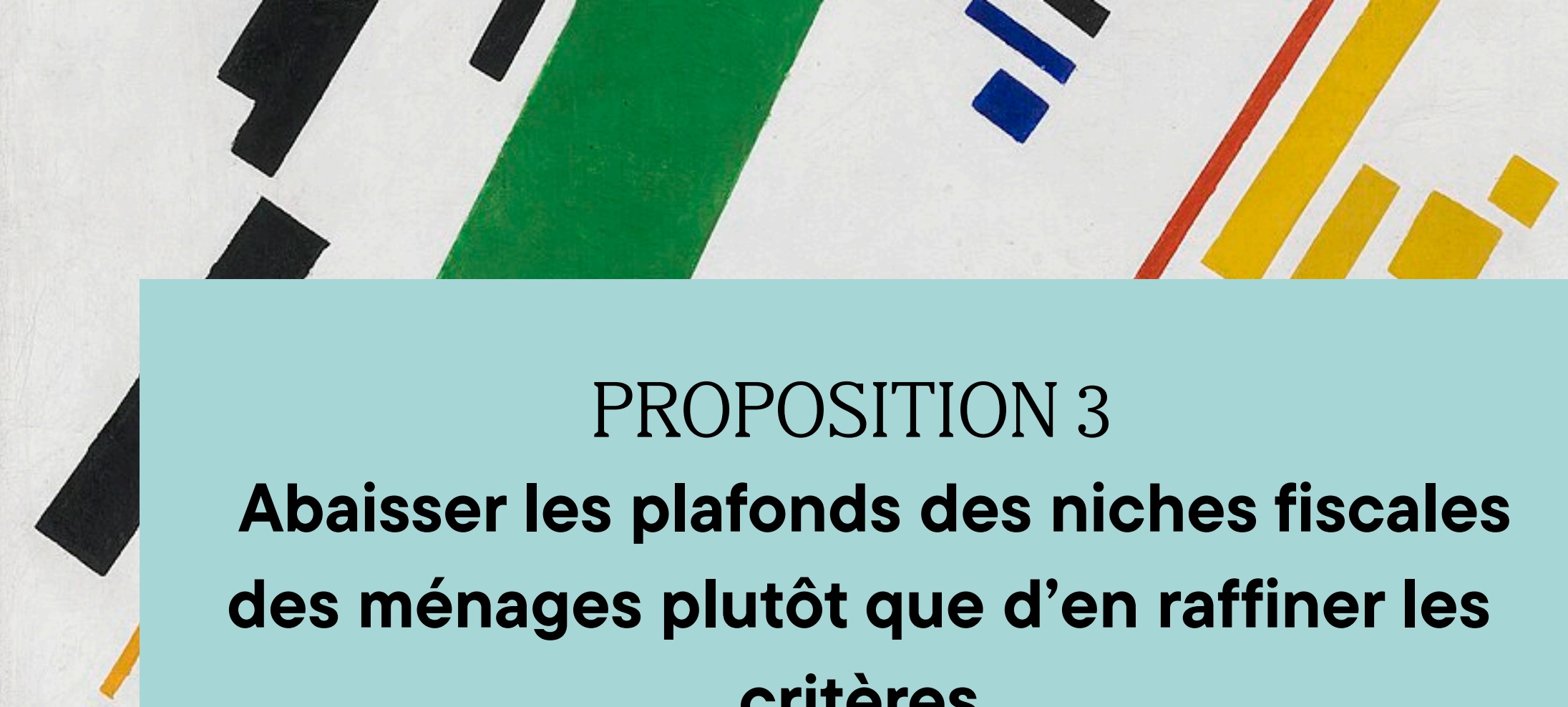
Durcir le plafonnement de la déductibilité des charges d'intérêt, sujet ancien et aujourd'hui peu discuté, qui corrige le biais fiscal en faveur de l'endettement au détriment du financement en fonds propres. N'étant pas classé parmi les dépenses fiscales, ce plafonnement échappe au chiffrage des Voies et Moyens, et donc au débat.



PROPOSITION 2

Poursuivre le gel en euros des allégements de cotisations, au moins pour quelques années, plutôt que de les indexer sur le SMIC. Une baisse graduelle et assumée, préférable à une remise en cause brutale.

Prendre acte de l'évolution du diagnostic qui fondait les allégements bas salaires créés au début des années 1990 : la concurrence internationale sur les bas salaires demeure, mais l'argument du progrès technique défavorable aux moins qualifiés est devenu discutable. Les effets attendus de l'intelligence artificielle concernent aussi des emplois très qualifiés.



PROPOSITION 3

Abaisser les plafonds des niches fiscales des ménages plutôt que d’en raffiner les critères

Sur les dépenses fiscales des ménages, les tentatives de ciblage par usage sont incontrôlables : jouer sur le plafond des aides est le seul moyen de faire des économies tout en ayant aussi des effets redistributifs. A rendement donné, cela concentre l’effort sur les foyers qui bénéficient le plus du dispositif.

PROPOSITION 3

Abaisser par exemple le plafond du crédit d'impôt pour l'emploi à domicile. Il s'agit de la plus importante des dépenses fiscales bénéficiant aux ménages.

- Écarter la piste du fractionnement par activité (entretien, jardinage, soutien scolaire…) : la ventilation étant déclarative, elle est en pratique invérifiable par l'administration.
- Des travaux, anciens, et qui gagneraient à être actualisés, concluaient que l'efficacité du dispositif décroît à mesure que le plafond s'élève.

Le plafonnement global des niches fiscales existe déjà et offre un levier transversal dont les paramètres peuvent être resserrés.



PROPOSITION 4

Coupler un bouclier sanitaire à une hausse assumée du reste à charge

Le reste à charge des ménages est l'un des plus faibles de l'Union européenne : il y a là un gisement d'économies, mais il n'est socialement acceptable que si les plus modestes sont protégés par un plafond explicite.

Plafonner le reste à charge à un pourcentage du revenu. C'était une idée portée dans le débat public par Martin Hirsch dès 2007, dans des circonstances très semblables à celles d'aujourd'hui.

Augmenter fortement, en contrepartie, tickets modérateurs, franchises et forfaits. Le bouclier rendrait cette hausse politiquement praticable. Ainsi calibré, le dispositif rapporte et redistribue en même temps.



PROPOSITION 4

Supprimer les dispositifs devenus inutiles, à commencer par l'empilement de plafonnements catégoriels. Leur complexité aboutit aujourd'hui à ce que les ménages modestes acquittent un reste à charge plus élevé en proportion de leur revenu, que les complémentaires, dont les primes sont forfaitaires, ne corrigent pas.

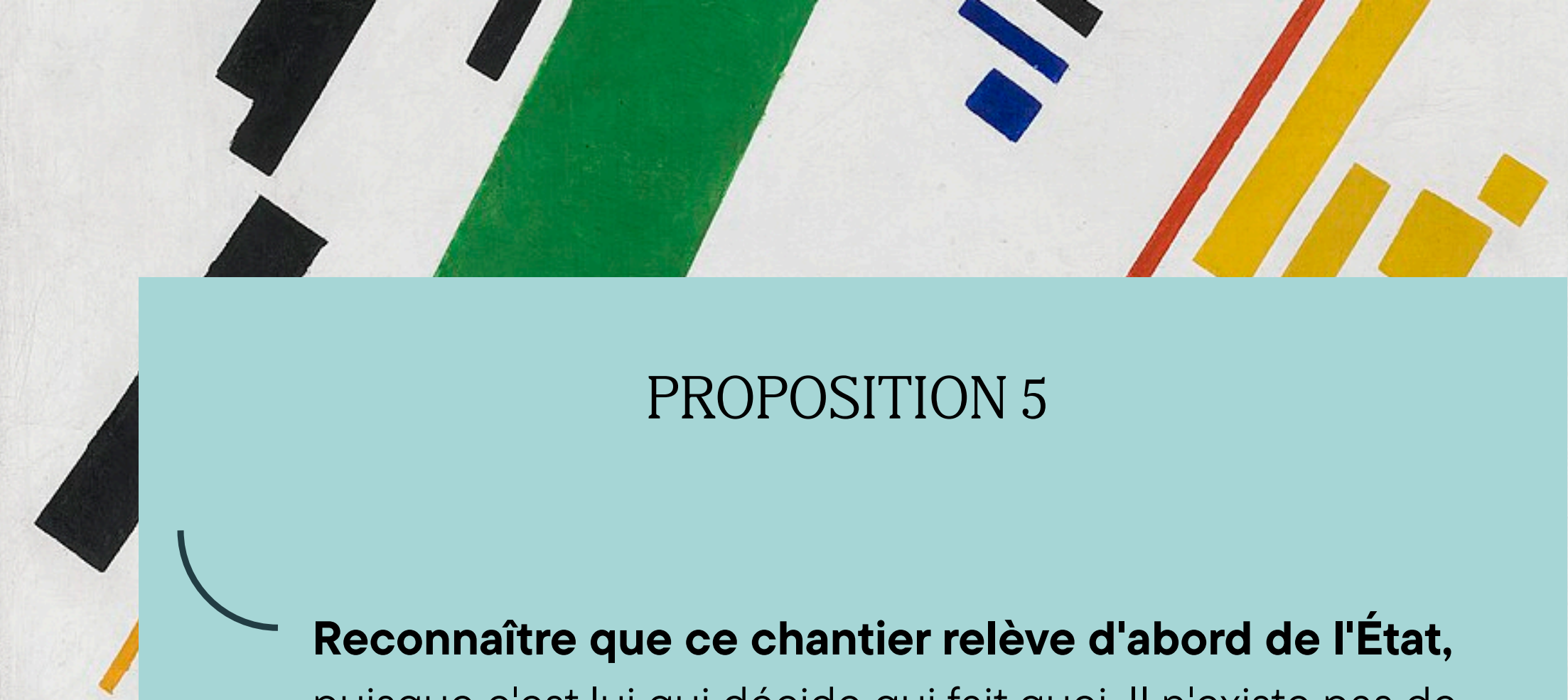
Revoir la répartition des tâches entre l'assurance publique et les organismes complémentaires. Une solution intermédiaire consisterait à partager le marché : l'optique et le dentaire aux complémentaires, que la Sécurité sociale ne rembourse quasiment plus, le reste à l'assurance publique adossée au bouclier.

PROPOSITION 5

Clarifier les compétences des collectivités locales

Les dépenses qu'il faut aujourd'hui augmenter sont surtout celles qui concernent la défense, l'éducation, l'environnement. L'État a déjà réalisé des économies de fonctionnement. Les marges se trouvent donc davantage du côté des collectivités.

Clarifier la répartition des compétences, en particulier à la frontière entre communes et intercommunalités, où se concentre une large part de la dépense locale. Le rapport Ravignon (2024) l'a montré : pour monter le moindre projet local, cinq financeurs se réunissent et discutent pendant des mois. Il chiffre le coût de l'enchevêtrement des compétences à au moins 7,5 Md€.



PROPOSITION 5

Reconnaître que ce chantier relève d'abord de l'État, puisque c'est lui qui décide qui fait quoi. Il n'existe pas de solution miracle pour simplifier le millefeuille, mais celui-ci n'est pas un problème purement local.

Accepter que les collectivités fassent leurs propres choix. La culture, le sport, la voirie, les parcs et jardins sont utiles, mais ils ne relèvent pas du régalien. Les collectivités ne peuvent pas tout financer : il faut choisir entre la piscine et la maison de la culture.

Ne pas faire de la distinction entre investissement et fonctionnement un critère de protection. Certains investissements locaux ne servent à rien. À l'inverse, l'éducation est une dépense de fonctionnement.



PROPOSITION 6

Assumer une méthode, le rabot, pour les petites économies, et des revues de dépenses « à la néerlandaise » pour les grandes

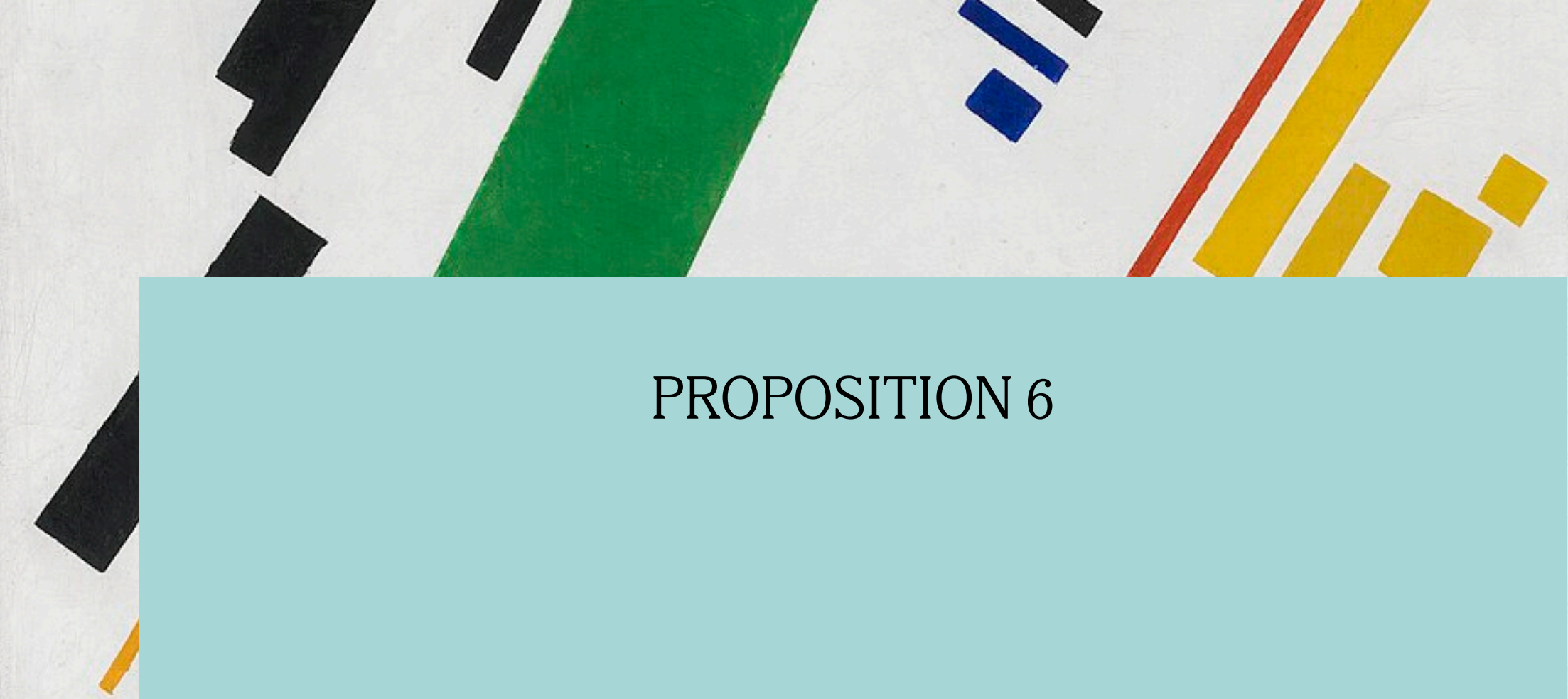
La France a à peu près tout essayé, sans grand résultat, pour réduire ses dépenses. L'obstacle n'est pas seulement le courage politique : il tient à des revues de dépenses qui n'osent pas dire qu'elles cherchent des économies, et à l'absence d'un chiffrage de référence partagé.



PROPOSITION 6

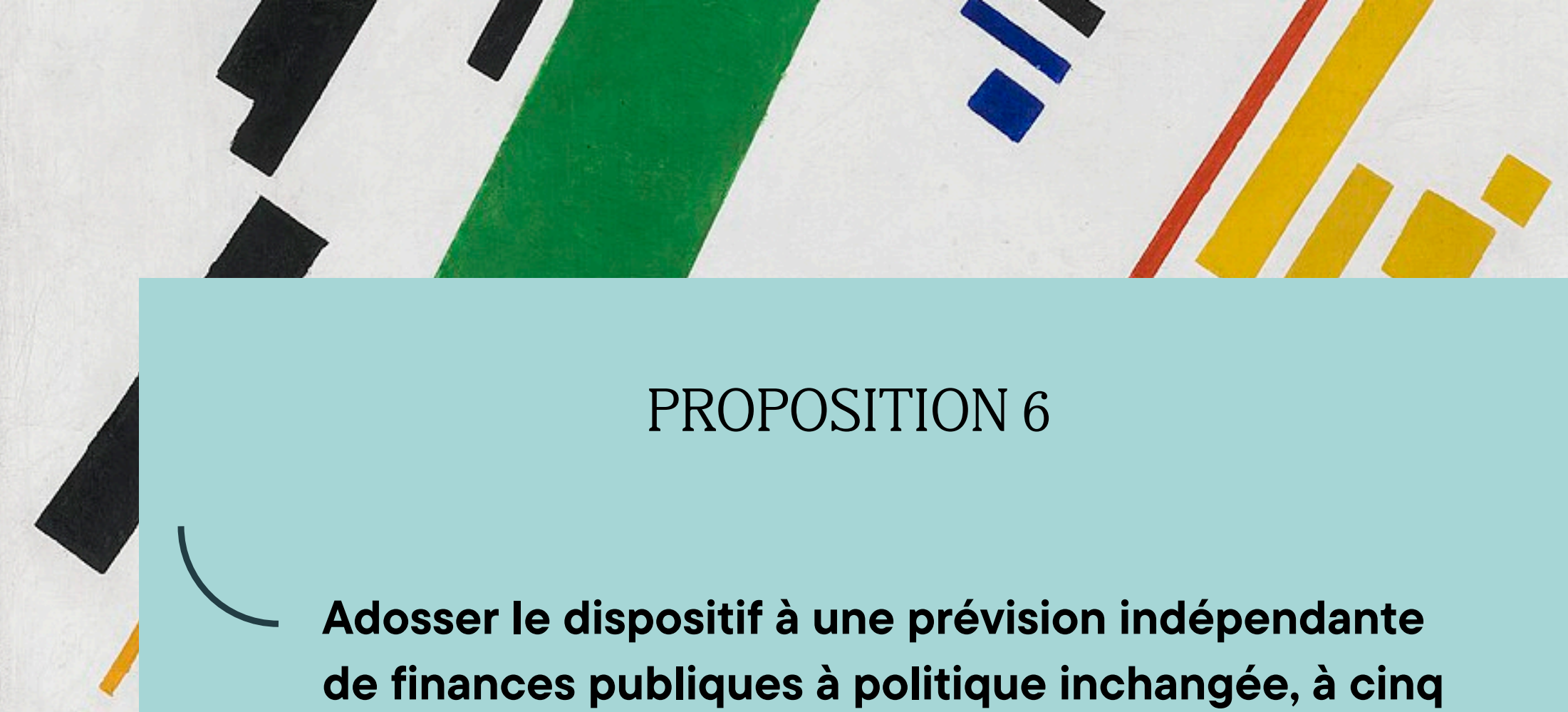
Réserver le rabot aux économies de faible ampleur. Les gestionnaires de programme savent mieux que l'administration centrale où se trouvent les marges d'économie. Dans ce cas, une logique de rabot peut être efficace pour répondre à cette asymétrie d'information. Au-delà, le rabot pénalise les gestionnaires déjà vertueux qui ont déjà fait le plus d'économies.

Assumer que l'objectif des revues de dépenses est de faire des économies. De la RCB (1968) à la circulaire Rocard, de la « justification au premier euro » de la LOLF aux audits Copé, à la RGPP, à la MAP et à CAP 22, le mot « économies » a le plus souvent disparu des documents officiels au profit de l'« efficacité des dépenses ».



PROPOSITION 6

Reprendre la méthode néerlandaise : répartir la dépense publique en une dizaine de champs (défense, santé, environnement…), confier chacun à un groupe de travail associant administration et experts, avec un mandat chiffré, identifier 10 % d'économies par exemple, et laisser ensuite l'arbitrage au pouvoir politique. L'enjeu est de produire un catalogue chiffré qui cadre le débat.



PROPOSITION 6

Adosser le dispositif à une prévision indépendante de finances publiques à politique inchangée, à cinq ans, sur le modèle du Centraal Planbureau néerlandais, dont les chiffrages servent de référence commune pour évaluer le coût des programmes de chaque candidat.

Distinguer nettement prévisions de court terme et trajectoires de moyen terme. Confier une prévision budgétaire à politique inchangée au HCFP ou à une institution comparable permettrait de poser publiquement les termes du débat : « à politique inchangée, le déficit atteindra x points de PIB dans cinq ans, donc l'effort à fournir est de tant. »